



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ensemble relevons le défi !

Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC UVED « Objectifs de développement durable ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.

Le Rapport mondial sur le développement durable (GSDR) de 2019 : présentation générale

Jean-Paul Moatti,
Président-directeur général de l'IRD

Je suis l'un des membres du panel d'experts indépendants qui a été mandaté par le secrétaire général des Nations unies à la demande des États membres pour rédiger et élaborer le premier rapport quadriennal d'évaluation des objectifs du développement durable qui avaient été adoptés en septembre 2015 par l'ensemble des pays membres des Nations unies. Ce rapport a été présenté en septembre 2019 lors de la session spéciale consacrée aux ODD, aux Objectifs de développement durable, par l'Assemblée générale des Nations unies.

À la différence des Objectifs du millénaire qui couvraient la période 2000-2015, l'Agenda 2030, qui est celui des ODD, concerne tous les pays du monde. Cela parce que comme on le voit sur cette illustration, on peut dire que tous les pays du monde, d'une certaine façon, sont tous en voie de développement durable ; qu'il s'agisse des pays riches qui ont garanti un niveau de vie et un niveau social élevé pour l'essentiel de leurs populations, mais au prix de coûts environnementaux considérables, ou qu'il s'agisse des pays en développement, qui eux, ont une empreinte écologique et environnementale moindre, mais qui ont beaucoup de progrès à faire pour garantir à la grande masse de leurs populations des conditions de vie décentes.

Le rapport dit GSDR, Global Sustainable Development Report, a été élaboré par un groupe d'experts indépendants qui sont 15, dont moi-même, et dans l'histoire, c'est d'une certaine façon une première. Bien sûr, cela fait très longtemps que les Nations unies élaborent des rapports d'évaluation dans tel ou tel domaine et s'appuient pour ce faire sur l'expertise de personnalités scientifiques.

Par exemple, dans cette année 2019, est sortie la sixième édition du Global Environmental Outlook, GO6, qui un rapport très exhaustif sur les informations qu'on peut avoir au plan planétaire sur l'état de l'environnement et des différents milieux naturels. Mais ce rapport, comme beaucoup d'autres, il reste élaboré, sa responsabilité reste du ressort des agences onusiennes.

De la même façon, chaque année, le Programme des Nations unies sur le développement, le PNUD, ou UNDP en anglais, sort des statistiques et un rapport sur l'état du développement humain avec ce fameux indicateur de développement humain inspiré des travaux du prix Nobel d'économie Amartya Sen, qui fait le point sur l'état de la situation sur de nombreux indicateurs sociaux et environnementaux. Mais là encore, la responsabilité est celle de l'agence onusienne concernée.

De façon un petit peu différente, les trois grands accords multilatéraux, ce qu'on appelle les COP, les Conventions des Parties, qui visent à protéger l'environnement et à sauver la planète face à des changements environnementaux globaux qui la menacent très directement : la COP sur le climat face au réchauffement climatique, la COP sur la biodiversité et la COP sur la désertification s'appuient chacune d'entre elles sur des groupes d'experts, le groupe d'experts le GIEC sur le climat, l'IPBES, le groupe qui travaille sur la biodiversité et puis le groupe scientifique qui est au service de la Convention sur la lutte contre la désertification et la protection des terres. Ces groupes sont des groupes scientifiques, mais même dans ce cas-là, leurs rapports finaux, en particulier la partie qui est réservée aux recommandations à l'égard des décideurs, est négociée entre d'une part les scientifiques et d'autre part les représentants des différents pays.

Cette version du GSDR à laquelle j'ai participé et qui couvre donc 2015-2019, et qui est le premier rapport quadriennal de ce type, d'autres devant suivre tous les quatre ans d'ici à 2030, est différente dans la mesure où les experts dont je fais partie ont eu le dernier mot, la totale responsabilité sur le texte final. C'est dans le langage onusien ce qu'on appelle un rapport non négociable. Bien sûr, il s'est appuyé sur une très large concertation, concertation d'abord avec la communauté scientifique internationale, mais concertation aussi avec des réunions que nous avons organisées dans les cinq grands continents, non seulement avec des scientifiques, des universitaires, mais avec des représentants de l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, politiques qui sont concernés par le développement durable. Et puis aussi, bien sûr, le manuscrit a été l'objet d'interactions avec les représentants des États membres, les représentants des ONG et de différentes organisations accréditées auprès des

Nations unies. Mais contrairement à tous ces rapports antérieurs dont j'ai parlé, ce sont en toute indépendance les 15 experts du GSDR 2019 qui ont eu la seule et unique responsabilité du texte final et notamment des recommandations qui sont adressées aux Nations unies, aux gouvernements, mais aussi à l'ensemble des acteurs pour essayer d'accélérer et d'améliorer la transition vers ce développement durable.

Alors quels sont les principaux messages que porte ce rapport et que je vais essayer de vous résumer ? Ils sont de l'ordre de quatre.

Le premier, c'est : il faut vraiment, vraiment sonner le tocsin, sonner l'alarme, parce que non seulement la trajectoire dans laquelle nous sommes actuellement ne nous garantit absolument pas de pouvoir atteindre les 17 objectifs du développement durable et leurs 169 cibles en 2030, mais dans de nombreux domaines, et j'y reviendrai, la trajectoire est dans le mauvais sens, nous régressons, nous nous éloignons des objectifs du développement durable au lieu de nous en approcher.

Le deuxième message, qui est la contrepartie optimiste de cette alarme pessimiste, c'est que dans l'état actuel de nos connaissances, dans l'état actuel de nos technologies, si nous en avons la volonté, il est possible d'entraîner l'ensemble des sociétés du monde dans le sens de trajectoire du développement durable et de se rapprocher des objectifs en 2030. Mais pour cela, et c'est le deuxième message important, il faut, comme nous disons dans le rapport, plutôt se concentrer sur les flèches que sur les boîtes. Les boîtes, c'est chaque objectif du développement durable pris à part, pris séparément : la sécurité sanitaire, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'adaptation et l'atténuation face au changement climatique et ainsi de suite, la réduction des inégalités. Mais justement, ce que la littérature scientifique, l'ensemble des évaluations que nous nous sommes efforcés de synthétiser dans ce rapport, démontre, c'est qu'il faut surtout s'intéresser aux interrelations entre les différents ODD pour d'une part mieux comprendre les chaînes causales complexes qui font que tel ou tel phénomène de l'environnement peut réagir sur la société, peut réagir sur d'autres domaines et inversement, comment faire pour que les politiques bien intentionnées pour atteindre tel ou tel objectif n'aient pas des effets involontaires très négatifs sur les autres ? Et au contraire, comment faire en sorte de maximiser, de faire ressortir au maximum les cobénéfices qu'il peut y avoir ? Par exemple, on sait très bien que si on améliore l'accès à l'éducation des jeunes filles, cela a des effets non seulement sur l'ODD lié à l'éducation, mais aussi sur de très nombreux autres, en termes d'amélioration de la santé, d'amélioration de la contribution des femmes au marché du travail et à la productivité et bien sûr, en termes d'égalité de genre entre les femmes et les hommes.

Le troisième message important qui découle des deux précédents, c'est que si on veut arriver à utiliser le savoir et les technologies existantes pour aller dans le sens des objectifs de développement durable, il va falloir, comme disent certains collègues des agences publiques de développement, comme l'Agence française de développement en France ou comme des

collègues de la Banque mondiale, il va falloir mobiliser les milliards et bouger les grandes masses financières qui sont de l'ordre de plusieurs trillions. Un trillion, pour ceux qui nous écoutent là, c'est 1000 milliards et j'y reviendrai.

Et puis le quatrième message, parce que c'était finalement la première fois qu'on laissait totalement carte blanche à des scientifiques pour élaborer un rapport d'évaluation d'une politique majeure des Nations unies, c'est qu'il faut aussi augmenter la contribution de la science et de la technologie à la réalisation des objectifs de développement durable, mais que pour cela, il faut aussi, dans une certaine mesure, changer la façon dont nous faisons de la science et dont la science collabore avec la société et notamment promouvoir ce champ nouveau en pleine expansion de la Sustainability Science en anglais, la science de la durabilité, la science du développement durable. Parce qu'effectivement, comme je viens de le dire, nous avons déjà suffisamment de savoirs pour réaliser les objectifs de développement durable, mais nous manquons terriblement de savoirs et de savoir-faire pour voir comment utiliser au mieux ce savoir, comment éviter que les ODD rentrent en contradiction les uns avec les autres et surtout, c'est le plus important, parce qu'en définitive, tout se joue au niveau local, au niveau des territoires où chacun d'entre nous vit sa vie quotidienne, son travail quotidien, il faut adapter ce savoir pour construire des trajectoires concrètes de développement durable dans lequel chaque communauté, chaque collectivité, chaque famille, chaque individu peut s'investir personnellement et apporter sa contribution.